

Comité de sécurité de l'information
Chambre de l'autorité fédérale

AF/18/243

DÉLIBÉRATION N° 18/139 DU 6 NOVEMBRE 2018 RELATIVE À LA COMMUNICATION DE DONNÉES FISCALES DU « FICHER DE DONNÉES IPCAL » DU SPF FINANCES À UN GROUPE D'ÉTUDE CONSTITUÉ DU SPF SÉCURITÉ SOCIALE, DE L'UNIVERSITÉ D'ANVERS ET DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE DANS LE CADRE D'UNE ÉTUDE SUR L'AMPLEUR, LES CARACTÉRISTIQUES ET LES SOLUTIONS POUR NON-RECOURS AUX ALLOCATIONS SOCIALES

Vu la loi du 15 août 2012 relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral, notamment l'article 15/1 ;

Vu la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données, notamment son article 114 ;

Vu la délibération n° 18/035 du 3 avril 2018, modifiée le 3 juillet 2018, du département sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé ;

Vu la demande de l'Université d'Anvers, de l'Université de Liège et du Service public fédéral Sécurité sociale ;

Vu les informations supplémentaires reçues en dernier lieu le 11 octobre 2018 ;

Vu les renseignements recueillis auprès du SPF Finances ;

Vu le rapport du Service public fédéral Stratégie et Appui ;

Vu le rapport du Président.

I. OBJET DE LA DEMANDE

1. Les chercheurs du Service public fédéral Sécurité sociale, de l'Université d'Anvers et de l'Université de Liège veulent utiliser certaines données à caractère personnel pseudonymisées provenant du SPF Finances pour mesurer, comprendre et réduire le non-recours aux droits sociaux parmi la population belge bénéficiant de faibles revenus (dans le cadre du projet TAKE FOCUSED, « *reducing poverty through improving the take up of social policies* », financé par la Politique scientifique fédérale).

2. La demande porte sur les données fiscales du « fichier de données IPCAL » du SPF Finances.
3. Les données fiscales du « fichier de données IPCAL » seront remises, selon la demande, par la Banque-Carrefour de la sécurité sociale (ci-après « BCSS »), sous une forme pseudonymisée, après couplage avec les données de la Datawarehouse Marché du travail et Protection sociale et avec les données provenant du Service public de programmation Intégration sociale (données sur les personnes qui ont droit à une allocation du Fonds social chauffage). Le couplage entre ces deux dernières sources fait l'objet de la délibération n° 18/035 du 3 avril 2018, modifiée le 3 juillet 2018, du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé (ci-après CSSSS), étant donné qu'il s'agit de sources au sein du réseau de la Sécurité sociale. L'ampleur de l'échantillon est délimitée dans la délibération précitée.
4. La présente demande porte uniquement sur l'accès aux données du SPF Finances.

II. EXAMEN DE LA DEMANDE

A. RECEVABILITÉ ET COMPÉTENCE DU COMITÉ

5. En vertu de l'article 35/1 de la loi du 15 août 2012 *relative à la création et organisation d'un intégrateur de services fédéral*, la communication de données à caractère personnel par les services publics et les institutions publiques de l'autorité fédérale à d'autres tiers que les institutions de sécurité sociale visées à l'article 2, alinéa premier, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 *relative à la création et organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, requiert une délibération préalable de la chambre de l'autorité fédérale du Comité de sécurité de l'information si les responsables du traitement de l'institution communiquant les données et de l'institution destinataire, en exécution de l'article 20 de la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel*, ne parviennent pas à un accord sur la communication ou si au moins un des responsables demande une délibération et en a informé les autres responsables du traitement.
6. Le Comité prend acte du fait qu'aucun accord sur la communication n'a été trouvé.¹ Le SPF Finances a été informé de la demande d'autorisation. Le SPF Finances n'a pas formulé d'objection contre la communication demandée.
7. Dans le cas présent, il est demandé un accès électronique aux données qui se trouvent dans les banques de données du SPF Finances. Le Comité est par conséquent compétent.

B. QUANT AU FOND

B.1 LIMITATION DES FINALITÉS

¹ Le Comité constate que l'art. 20 de la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel*, qui détermine que le service public fédéral qui communique des données à caractère personnel formalise le transfert par un protocole, entrera seulement en vigueur le 1er avril 2019.

8. L'article 5, §1er, b), du Règlement général sur la protection des données² (ci-après « le RGPD ») autorise le traitement des données à caractère personnel uniquement pour des finalités déterminées, explicites et légitimes (principe de limitation des finalités). Les données ne peuvent pas faire l'objet d'un traitement ultérieur, d'une manière incompatible avec ces finalités. Le traitement ultérieur en vue de la recherche scientifique, comme c'est le cas *in casu*, n'est pas considéré comme incompatible avec les finalités initiales s'il est satisfait aux conditions de l'article 89, §1er, du RGPD. Le Comité examine ci-après dans quelle mesure il est satisfait à ces conditions.
9. Les données sont demandées en vue de l'analyse du non-recours aux droits sociaux par des personnes qui y ont droit d'un point de vue formel, de l'identification des causes de ce non-recours et de l'examen des solutions possibles pour contribuer à réduire ce non-recours. Les données de la banque de données « IPCAL » du SPF Finances sont demandées pour vérifier les conditions d'accessibilité à certaines allocations. Le Comité estime qu'il s'agit de finalités déterminées et explicites. Il rappelle que les données demandées peuvent être traitées uniquement dans ces finalités.
10. En ce qui concerne le traitement ultérieur à des fins scientifiques, l'article 89, §1er, du RGPD requiert des garanties appropriées conformément au RGPD pour les droits et libertés des personnes concernées. Ces garanties doivent veiller à la mise en place de mesures techniques et organisationnelles, en particulier pour assurer le respect du principe de minimisation des données. Ces mesures peuvent comprendre la pseudonymisation, dans la mesure où ces finalités peuvent être atteintes de cette manière. Chaque fois que ces finalités peuvent être atteintes par un traitement ultérieur ne permettant pas ou plus l'identification des personnes concernées, il convient de procéder de cette manière.
11. Le Comité constate qu'il n'est pas possible pour le demandeur, dans le cadre de cette étude, de travailler avec des données anonymes, parce qu'il doit disposer d'informations détaillées afin de pouvoir analyser la situation de personnes individuelles et que le risque d'identification indirecte ne peut donc pas être totalement exclu. Le Comité constate que le demandeur prévoit que les données à caractère personnel soient couplées et pseudonymisées par un tiers de confiance (trusted third party), plus précisément la Banque-carrefour de la sécurité sociale qui s'en est vu confier la mission légale.
12. Le Comité attire l'attention sur le fait que le tiers de confiance est tenu, outre la pseudonymisation, de réaliser une analyse small cell risk et, le cas échéant, de réaliser des opérations sur les données (notamment agrégation de données). Le but poursuivi est de s'assurer que les personnes concernées ne puissent pas être identifiées, en veillant à éviter un nombre trop réduit de cas par catégorie de données.
13. Enfin, le Comité constate que les personnes concernées devraient en principe pouvoir être informées par le SPF Finances ou la BCSS avant que ces données soient transmises au demandeur³. Vu l'ampleur de l'échantillon (10.000 personnes) et le fait qu'aucune donnée exacte ne soit obtenue (les données sont transférées par classe par tranche de 10 euros), le

² Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE

³ Article 14 du RGPD.

Comité estime que l'on peut appliquer le régime dérogatoire⁴, aux termes duquel le responsable du traitement ne doit pas satisfaire à l'obligation d'information si cette obligation s'avère impossible ou implique des efforts disproportionnés. Le Comité estime néanmoins souhaitable, tant de la part du SPF Finances que de la part du demandeur, qu'une transparence générale soit prévue, notamment en donnant des explications sur le site web concernant le présent transfert de données à caractère personnel.

B.2. PRINCIPE DE PROPORTIONNALITÉ

B.2.1. Minimisation des données

14. L'article 5, §1er, b), du RGPD détermine que les données à caractère personnel doivent être pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (« minimisation des données ») ;
15. Le demandeur peut demander l'accès à certaines données du SPF Finances tirées de la banque de données avec des déclarations d'impôt sur le revenu (banque de données IPCAL) concernant l'échantillon de 12.500. Tous les montants sont demandés en classes de 10 euros. Les données IPCAL sont demandées pour les revenus de 2015, 2016, 2017, 2018 et 2019.
16. Un aperçu détaillé des données qui seront transférées par le SPF Finances figure en annexe de la présente délibération.
17. Le demandeur argumente que les données des sources administratives, notamment la banque de données IPCAL, servent quatre finalités : 1) reproduire l'examen des ressources et identification du recours et potentiel non-recours ; 2) permettre de définir des examens de ressources alternatifs (par ex. lors de l'harmonisation des critères d'accès) et d'en évaluer les conséquences ; 3) proposer des informations contextuelles essentielles afin de mieux comprendre le non-recours ; 4) avoir une meilleure compréhension des possibilités de mieux surveiller à l'avenir le non-recours.
18. Le demandeur déclare que les données de la banque de données IPCAL sont spécifiquement nécessaires pour vérifier les conditions d'accessibilités de certaines allocations : le revenu d'intégration, l'intervention majorée pour frais de santé, la garantie de revenus aux personnes âgées, l'allocation pour l'aide aux personnes âgées et l'allocation de chauffage. Certaines données sont nécessaires pour calculer le revenu disponible sur une base annuelle. L'aperçu en annexe à la présente délibération indique, par donnée demandée, l'allocation pour laquelle il est nécessaire de vérifier les conditions d'accessibilité.
19. Vu cette motivation, le Comité estime que les données qui seront communiquées par le SPF Finances sont adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire (art. 5, §1er, c, RGPD) au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

B.2.2. Limitation de la conservation

20. En matière de délai de conservation, le Comité rappelle que les données à caractère personnel peuvent être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées. Les données à caractère personnel peuvent être conservées pour des durées plus longues dans la mesure où elles seront traitées exclusivement à des fins archivistiques dans

⁴ Art. 14, §5, b), du RGPD.

l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques conformément à l'article 89, paragraphe 1er, pour autant que soient mises en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées requises par le RGPD afin de garantir les droits et libertés de la personne concernée. (art. 5, §1er, e), RGPD)

21. Compte tenu d'une part de la durée nécessaire à la composition des échantillons, à la réalisation du travail de terrain (face-to-face surveys) et à l'extraction des données auprès des sources administratives, et d'autre part de la réalisation des analyses en vue de la recherche scientifique, le demandeur envisage de conserver les données jusqu'au 31 décembre 2029. Le département sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé a accepté ce délai de conservation pour les données qui seront communiquées dans le cadre de cette étude par les institutions de la sécurité sociale.
22. Le Comité considère qu'il s'agit de délais maximum. Si la finalité était atteinte avant l'expiration de ce délai, les données devront, avant même la fin de ce délai, être conservées par le demandeur et la BCSS sous une forme ne permettant pas l'identification des personnes concernées.

B.2.3. Fréquence de l'accès

23. Le demandeur demandera un accès unique aux données du SPF Finances dès que les données par année de revenus (2015 à 2019) seront disponibles. Dans la pratique, l'accès se fera en février et septembre si de nouvelles données sont disponibles. Le Comité constate que cela est approprié en vue de réaliser les finalités mentionnées.

B.2.4. Destinataires et/ou tiers auxquels des données sont communiquées

24. D'après la demande, les données communiquées par le SPF Finances par le biais de la BCSS seront utilisées exclusivement par les chercheurs a) du « Centrum voor Sociaal Beleid » (11 personnes), b) du SPF Sécurité sociale (2 personnes) et c) du Centre de Recherche en Économie Publique et de la Population (3 personnes). Pour le reste, il n'y aura pas d'autre communication à des tiers.
25. Le Comité n'y voit aucune objection à la lumière de l'article 4, §1er, 3°, du RGPD. Le Comité insiste toutefois à ce sujet pour que les mesures nécessaires soient prises afin que seuls les membres du personnel dûment autorisés aient accès à ces données.

B.3. DROITS ET LIBERTÉS DES PERSONNES CONCERNÉES

26. Le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique, ou à des fins statistiques est soumis, conformément au RGPD, à des garanties appropriées pour les droits et libertés de la personne concernée (art. 89, §1er, du RGPD).
27. En exécution de l'article 89, §2, du RGPD, le titre 4 de la LVP détermine le régime dérogatoire relatif aux droits des personnes concernées visées aux articles 15 (droit d'accès), 16 (droit de rectification), 18 (droit de limitation du traitement) et 21 (droit d'opposition) du RGPD.
28. Si le demandeur souhaite invoquer le régime dérogatoire prévu au Titre 4 de la LTD parce que l'exercice des droits précités risque d'empêcher ou d'entraver sérieusement la recherche scientifique, et que des dérogations sont nécessaires pour atteindre ces finalités, ces dérogations doivent être appliquées aux conditions mentionnées au titre 4 :

- le cas échéant, désigner un délégué à la protection des données
- compléter le registre des activités de traitement
- informer également la personne concernées si les données sont collectées chez elle
- conclure un contrat entre le responsable du traitement et le responsable du traitement initial
- appliquer la cascade de données anonymes, pseudonymisées ou non pseudonymisées en fonction des finalités du traitement, et conformément aux conditions mentionnées au titre 4
- ne pas diffuser des données pseudonymisées, sauf dérogations.

B.4. SÉCURISATION

B.4.1. Au niveau du demandeur

29. Le Comité prend acte du fait que l'organisation du flux de données et les mesures de sécurité qui s'y rapportent, entre les équipes d'étude, la Banque-Carrefour de la sécurité sociale, les sources administratives et les équipes de recherche, ont été approuvées par le département sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé.
30. Le SPF Sécurité sociale est repris dans le réseau de la sécurité sociale. Autrement dit, il dispose 1) d'un délégué à la protection des données et 2) d'un plan de sécurité stipulant toutes les ressources nécessaires à sa mise en œuvre. L'Université d'Anvers et l'Université de Liège ont chacune remis au Comité une déclaration de conformité attestant avoir désigné un délégué à la protection des données et pris toutes les mesures de sécurité requises.
31. Les mesures de sécurité prévues par les demandeurs peuvent donc être qualifiées d'appropriées.
32. En ce qui concerne l'analyse d'impact relative à la protection des données, le Comité renvoie à la discussion du point B.4.2.

B.4.2. Au niveau du SPF Finances

33. En ce qui concerne le SPF Finances, les mesures de sécurité ont déjà été examinées lors de délibérations antérieures du Comité sectoriel de l'Autorité fédérale.
34. En outre, le Comité a reçu la confirmation qu'un délégué à la protection des données a été désigné.
35. Le Comité attire l'attention sur le fait que le SPF Finances, conformément à l'article 23 de la LTD doit réaliser une analyse d'impact spécifique relative à la protection des données avant l'activité de traitement. Le Comité renvoie à ce sujet à la recommandation d'initiative n° 01/2018 du 28 février 2018 de la Commission de la protection de la vie privée concernant l'analyse d'impact relative à la protection des données et la consultation préalable⁵.
36. Les demandeurs et le SPF Finances sont tenus de remettre au Comité une copie de l'analyse d'impact relative à la protection des données. Si cette analyse révèle que des mesures supplémentaires doivent être prises, les demandeurs et le SPF Finances introduiront conjointement et de leur propre initiative une demande de modification de la présente

⁵ www.adp-gba.be

délibération. Dans ce cas, la communication de données à caractère personnel ne pourra pas avoir lieu avant l'obtention de l'autorisation requise du Comité.

Par ces motifs,

le comité de sécurité de l'information, chambre autorité fédérale

conclut

La communication de données à caractère personnel telle que décrite dans la présente délibération est autorisée à condition qu'il soit satisfait aux mesures garantissant la protection des données, constatées dans la présente délibération, en particulier les mesures en matière de limitation des finalités, de minimisation des données, de limitation de la conservation et de sécurité des informations.

Les demandeurs et le SPF Finances sont tenus, le cas échéant, de remettre au Comité le résultat de l'analyse d'impact relative à la protection des données. Si cette analyse révèle que des mesures supplémentaires doivent être prises, les demandeurs et le SPF Finances introduiront conjointement et de leur propre initiative une demande de modification de la présente délibération.

Mireille Salmon
La Présidente

Le siège la chambre autorité fédérale du comité de sécurité de l'information est établi dans les bureaux du SPF BOSA – Boulevard Simon Bolivar 30 – 1000 Bruxelles (tél. 32-2-740 80 64).

ANNEXE : DONNÉES DE LA DÉCLARATION D'IMPÔT SUR LE REVENU (IPCAL) (pour les années de revenus 2016, 2017, 2018 et 2019)

Dans la colonne « motivation » est précisée l'allocation pour laquelle la donnée demandée est nécessaire afin de vérifier les conditions d'accessibilité : le revenu d'intégration (RI), l'intervention majorée pour frais de santé (IM), la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA), l'allocation pour l'aide aux personnes âgées (APA) et l'allocation de chauffage (AC). Certaines données sont nécessaires pour calculer le revenu disponible du ménage (RDM) sur une base annuelle. Tous les montants sont demandés en classes de 10 euros.

IPCAL-code	Omschrijving	Luik	Motivatie
GECODEERD_INSZ	Geanonimiseerd identificatienummer van het individu		Koppeling
A/B0300	Aantal kinderen ten laste (niet co-ouderschap)	Personalia	SVT
A/B0320	Andere personen ten laste	Personalia	SVT
A/B0340	Co-ouderschap ten laste	Personalia	SVT
A/B0360	Co-ouderschap niet ten laste	Personalia	SVT
A/B0430	Ascendenten ten laste	Personalia	SVT
A/B0750	Buitenlandse rekening (ja)	Buitenland	IGO
A/B1050	Gebruikt voor het beroep	Onroerende	IGO
A/B1060	Gebouwd verhuurd niet voor beroep of niet verhuurd	Onroerende	IGO/SVT
A/B1061	Geïndexeerd en verhoogd K.I. gebracht tot 140 % van gebouwen niet verhuurd of niet voor beroep	Onroerende	VT
A/B1070	Ongebouwd verhuurd niet voor beroep of niet verhuurd	Onroerende	IGO/SVT
A/B1071	Geïndexeerd K.I. van gebouwen niet verhuurd of verhuurd aan natuurlijke personen die ze niet voor hun beroep gebruiken	Onroerende	VT
A/B1080	Verhuurd, pachtwetgeving, voor land-tuinbouw	Onroerende	IGO/SVT
A/B1081	Geïndexeerd K.I. van onroerende goederen verhuurd overeenkomstig de pachtwetgeving voor land- of tuinbouwdoeleinden	Onroerende	VT
A/B1090	Gebouwen, materieel en outillering : KI	Onroerende	IGO/SVT
A/B1091	Geïndexeerd K.I. van gebouwen, materieel en outillering	Onroerende	VT
A/B1100	Brutohuur - gebouw	Onroerende	BGI
A/B1101	Aanvullende huuropbrengst. Belastbaar gedeelte van de huur met betrekking op grondbezittingen opgenomen in 1091	Onroerende	VT
A/B1120	Gronden : K.I.	Onroerende	IGO/SVT
A/B1121	Geïndexeerd K.I. van gronden verhuurd aan personen die ze gebruiken voor beroepsdoeleinden	Onroerende	VT
A/B1130	Brutohuur - grond	Onroerende	BGI
A/B1131	Aanvullende huuropbrengst. Belastbaar gedeelte van de huur met betrekking op grondbezittingen opgenomen in 1121	Onroerende	VT
A/B1140	Erfpacht- of opstalvergoedingen. Op vaste termijnen te betalen bedragen van erfpacht of opstal	Onroerende	IGO/VT
A/B1150	Materieel en outillering	Onroerende	IGO/SVT
A/B1151	Geïndexeerd K.I. van materieel en outillering verhuurd aan personen die ze gebruiken voor beroepsdoeleinden	Onroerende	VT
A/B1160	Brutohuur - materieel en outillering	Onroerende	BGI
A/B1161	Aanvullende huuropbrengst .Belastbaar gedeelte van de huur met betrekking op grondbezittingen opgenomen in 1151	Onroerende	VT
A/B1170	Verplicht aan te geven : inkomsten	Roerende	IGO
A/B1186	Weerhouden kosten	Roerende	SVT
A/B1230	Gebouwen, brutohuur (verlaagd tarief)	Onroerende	IGO

IPCAL-code	Omschrijving	Luik	Motivatie
A/B1240	Gronden, brutohuur (verlaagd tarief)	Onroerende	IGO
A/B1250	Erfpacht- of opstalvergoedingen (verlaagd tarief)	Onroerende	IGO
A/B1251	Totaal van buitenlandse inkomsten van grondbezittingen belastbaar tegen verlaagd tarief (netto bedrag)	Onroerende	VT
A/B1260	Meerwaarden op roerende waarden en titels	Diverse inkomsten	IGO
A/B1270	Vergoedingen voor ontbrekende coupon met 25%	Diverse	IGO
A/B1271	Roerende voorheffing privé (25%)	Diverse	IGO
A/B1280	Vergoedingen voor ontbrekende coupon met 15%	Diverse	IGO
A/B1281	Roerende voorheffing privé (15%)	Diverse	IGO
A/B1290	Meerwaarden op roerende waarden en titels	Diverse	IGO
A/B1300	Gebouwen, brutohuur (vrijgesteld)	Onroerende	IGO
A/B1310	Gronden, brutohuur (vrijgesteld)	Onroerende	IGO
A/B1320	Erfpacht- of opstalvergoedingen (vrijgesteld)	Onroerende	IGO
A/B1485	Netto-inkomen	Onroerende	THB
A/B1690	Meerwaarden op aandelen; verwezenlijkt vanaf 12.1.2009	Diverse	SVT
A/B1693	Roerende inkomsten afzonderlijk belastbaar tegen 10%	Roerende	IGO/VT/THB/SVT
A/B1695	Roerende inkomsten afzonderlijk belastbaar tegen 25%	Roerende	IGO/VT/THB/SVT
A/B1696	Roerende: berekening belasting	ORevMob	THB/SVT
A/B1697	Roerende inkomsten afzonderlijk belastbaar tegen 15%	Roerende	IGO/VT/THB/SVT
A/B1698	1693 + 1695 + 1697	Roerende	IGO
A/B1705	Gezamenlijk belastbare netto roerende inkomsten	Roerende	VT/THB/SVT
A/B1710	Netto bedrag van de meerwaarden (belastbaar tegen 16,5%) verwezenlijkt bij overdracht onroerend stuk grond	Diverse	VT/SVT
A/B1740	Netto bedrag van de meerwaarden verwezenlijkt bij totale overdracht of gedeeltelijk van inspraak buitenlandse vennootsch.	Diverse	VT/SVT
A/B1760	Buitenlandse loten met RV	Diverse	IGO
A/B1761	Roerende voorheffing: privé	Diverse	IGO
A/B1780	Buitenlandse loten zonder RV	Diverse	IGO
A/B1890	Meerwaarden op roerende waarden en titels	Diverse	IGO
A/B1892	Voor RIZIV (Vak 4) : gezamenlijk belastbaar	Diverse	THB/SVT
A/B1895	Afzonderlijk belastbaar tegen 25%	Diverse	SVT
A/B1897	Afzonderlijk belastbaar tegen 15%	Diverse	SVT
A/B1900	Meerwaarden op roerende waarden en titels	Diverse	IGO
A/B1920	Niet gekapitaliseerde onderhoudsuitkeringen (100%)	Diverse	IGO/VT/SVT
A/B1930	Achterstallige uitkeringen (gerechtelijke beslissing)	Diverse	IGO/VT/SVT
A/B1940	Gekapitaliseerde uitkeringen (fictief jaarbedrag)	Diverse	VT/SVT
A/B1950	Datum storting kapitaal (eerste 10 jaar: fictieve omzettingsrente)	Diverse	IGO/VT
A/B1960	Onderhoudsuitkeringen: Kapitaal	Diverse	IGO
A/B1970	Roer.verplicht: vergoedingen voor ontbrekende coupon met 25%	Diverse	IGO

IPCAL-code	Omschrijving	Luik	Gebruik
A/B1980	Roer.verplicht: vergoedingen voor ontbrekende coupon met 15%	Diverse	IGO
A/B2020	Occasionele winsten en baten: nog niet afgetrokken verliezen vorige vijf jaren	Diverse	SVT
A/B2022	Occasionele winsten en baten: netto-inkomen (positief of negatief)	Diverse	THB/SVT
A/B2030	Prijzen, subsidies, enz.: Belastbaar bedrag	Diverse	THB/SVT
A/B2050	Meerwaarde op overdracht onroerend onbebouwd stuk grond in België aan 33%	Diverse	VT/SVT
A/B2060	Meerwaarde op overdracht onroerende onbebouwd stuk grond in België aan 16,5%	Diverse	VT/SVT
A/B2090	Vergoeding exploitatie uitvindingen: Belastbaar bedrag	Diverse	THB/SVT
A/B2110	Andere pensioenen, renten	Loontrekkers	IGO/VT/THB/SVT
A/B2120	Achterstallen andere pensioenen, renten	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2130	Kapitalen afz. belast: tegen 33%	Loontrekkers	IGO/THB/SVT
A/B2140	Kapitalen afz. belast: tegen 16,5% andere	Loontrekkers	IGO/THB/SVT
A/B2150	Kapitalen afz. belast: tegen 10%	Loontrekkers	IGO/THB/SVT
A/B2160	Omzettingsrenten: 1° tijdens het inkomstenjaar	Loontrekkers	IGO/THB/SVT
A/B2170	Arbeidsongevallen: Uitkeringen, toelagen en renten (blijvende arbeidsongeschiktheid)	Loontrekkers	IGO/VT/THB/SVT
A/B2180	Omzettingsrenten: 2° tijdens de vorige jaren	Loontrekkers	THB/SVT
A/B2190	Pensioensparen: Gezamenlijk belastbaar	Loontrekkers	IGO/THB/SVT
A/B2200	Pensioensparen: 1° tegen 33%	Loontrekkers	IGO/THB/SVT
A/B2210	Pensioensparen: 2° tegen 16,5%	Loontrekkers	IGO/THB/SVT
A/B2220	Pensioensparen: 3° tegen 10%	Loontrekkers	IGO/THB/SVT
A/B2230	Pensioensparen: Niet ingehouden persoonlijke sociale bijdragen	Loontrekkers	THB
A/B2240	Arbeidsongevallen en beroepsziekten: Achterstallen	Loontrekkers	VT/SVT
A/B2250	Bedrijfsvoorheffing: totaal	Loontrekkers	BGI
A/B2260	Arbeidsongevallen en beroepsziekten: Omzettingsrenten van het jaar	Loontrekkers	IGO/THB/SVT
A/B2270	Arbeidsongevallen en beroepsziekten: Omzettingsrenten vorige jaren	Loontrekkers	THB/SVT
A/B2280	Wettelijke pensioenen	Loontrekkers	VT/THB/SVT
A/B2290	Overlevingspensioenen	Loontrekkers	VT/THB/SVT
A/B2300	Achterstallen wettelijke pensioenen	Loontrekkers	VT/SVT
A/B2310	Achterstallen overlevingspensioenen	Loontrekkers	VT/SVT
A/B2320	Kapitalen. afz. belast: Tegen 16,5% wettelijke pensioenen	Loontrekkers	IGO/THB/SVT
A/B2350	Brugpensioenen: Aanvullende vergoedingen	Loontrekkers	VT/THB/SVT
A/B2360	Brugpensioenen: Achterstallen	Loontrekkers	BGI
A/B2370	Kapitalen. afz. belast: Tegen 16,5% wettelijke pensioenen	Loontrekkers	IGO/THB/SVT
A/B2380	Opzeggingsvergoeding: Sporters	Loontrekkers	IGO
A/B2390	Opzeggingsvergoeding: Scheidrekkers	Loontrekkers	IGO/SVT
A/B2400	Werkgeverstussenkomsten	Loontrekkers	IGO/SVT
A/B2420	Niet-recurrente voordelen	Loontrekkers	IGO/VT/SVT

IPCAL-code	Omschrijving	Luik	Motivatie
A/B2430	Achterstallen niet-recurrente voordelen	Loontrekkers	VT
A/B2440	Gevraagde vrijstelling	Loontrekkers	SVT
A/B2470	Betaalde bezoldigingen van december die in dezelfde maand zijn betaald	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2480	Aandelenopties vorige jaren	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2490	Aandelenopties van het jaar	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2500	Wedden en lonen	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2510	Vervroegd vakantiegeld	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2520	Achterstallen	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2540	Terugbetaling woon-werk. totaal bedrag	Loontrekkers	VT/SVT
A/B2560	Forfait voor verre verplaatsingen	Loontrekkers	BGI
A/B2570	Niet ingehouden persoonlijke sociale bijdragen	Loontrekkers	THB
A/B2590	Inkomen volgens indicatiën	Loontrekkers	VT/SVT
A/B2600	Werkloos. zonder anciën.: Wettelijke en aanvullende uitkeringen	Loontrekkers	IGO/VT/THB/SVT
A/B2610	Werkloos. zonder anciën.: Achterstallen	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2620	Opzeggingsvergoedingen en inschakelingsvergoedingen	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2630	Wedden en lonen/HORECA occasioneel werk	HORECA	VT
A/B2640	Werkloos. zonder anciën.: Wettelijke en aanvullende uitkeringen (2005)	Loontrekkers	IGO/VT/THB/SVT
A/B2650	Werkloos. zonder anciën.: Achterstallen	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2660	Wettelijke uitkeringen bij ziekte of invaliditeit	Loontrekkers	IGO/VT/THB/SVT
A/B2670	Tegen 16,5 % belastbare premie van het Impulsfonds voor de huisartsengeneeskunde	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2680	Wettelijke uitkeringen bij ziekte of invaliditeit: Achterstallen	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2690	Aanvullende ziekte- of invaliditeitsuitkeringen	Loontrekkers	IGO/VT/THB/SVT
A/B2700	Beroepsziekte of arbeidsongevallen	Loontrekkers	IGO/VT/THB/SVT
A/B2710	Andere vervangingsinkomsten	Loontrekkers	THB/SVT
A/B2720	Achterstallen bij aanvullende ziekte- of invaliditeitsuitk., bij beroepsziekte of arbeidsongevallen of andere vervangingsink.	Loontrekkers	IGO/SVT
A/B2730	Wedden en lonen sporters	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2740	Vervroegd vakantiegeld sporters	Loontrekkers	IGO/SVT
A/B2750	Achterstallen sporters	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2760	Opzeggingsvergoeding sporters	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2770	Wedden en lonen scheidsrechters enz	Loontrekkers	IGO/VT/THB/SVT
A/B2780	Vervroegd vakantiegeld scheidsrechters enz	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2790	Achterstallen scheidsrechters enz	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2800	Opzeggingsvergoedingen scheidsrechters enz	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2810	Brugpensioenen: Werkloosheidsuitkeringen	Loontrekkers	IGO/VT/THB/SVT
A/B2820	Brugpensioenen: achterstallen werkloosheidsuitkeringen	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B2830	Inhoudingen aanvullend pensioen: Groepsverzekeringen voortzetting vorige	Loontrekkers	THB

IPCAL-code	Omschrijving	Luik	Motivatie
A/B2850	Inhoudingen aanvullend pensioen: Groepsverzekeringen	Loontrekkers	THB
A/B2860	Bedrijfsvoorheffing	Loontrekkers	BGI
A/B2890	Inkomsten van onbepaalde oorsprong (indiciën)	Loontrekkers	VT/SVT
A/B2920	Vervangingsinkomsten: Vergoedingen met clause van doorbetaling (art 31bis)	Loontrekkers	THB/SVT
A/B2930	Vervangingsinkomsten: Achterstallen vergoedingen met clause van doorbetaling (art 31bis)	Loontrekkers	SVT
A/B2940	Vervangingsinkomsten: Vergoedingen zonder clause van doorbetaling (art 31bis)	Loontrekkers	THB/SVT
A/B2950	Vervangingsinkomsten: Achterstallen vergoedingen zonder clause van doorbetaling (art 31bis)	Loontrekkers	SVT
A/B3000	Vervangingsinkomsten: Vergoedingen van december 2013 met clause van doorbetaling (art 31bis)	Loontrekkers	IGO/THB/SVT
A/B3010	Vervangingsinkomsten: Vergoedingen van december 2013 zonder clause van doorbetaling (art 31bis)	Loontrekkers	IGO/THB/SVT
A/B3020	Vervangingsinkomsten: Andere vergoedingen van december 2013	Loontrekkers	IGO/THB/SVT
A/B3030	Ziekte- en invaliditeit: Uitkeringen van december	Loontrekkers	IGO/THB/SVT
A/B3040	Werkloos zonder ancien.: Uitkeringen van december	Loontrekkers	IGO/THB/SVT
A/B3060	Wedden en lonen: vergoedingen verkregen tijdens de vooropzeg	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B3070	Achterstallen verkregen tijdens de vooropzeg	Loontrekkers	IGO/SVT
A/B3080	Opzeggings- en inschakelingsvergoedingen	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B3090	Voor openbare overheid betaalde bezoldiging: decembervergoedingen verkregen tijdens de vooropzeg	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B3100	Wedden en lonen sportbeoefenaars: vooropzeg die aan de vrijstellingsvoorwaarden voldoet	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B3110	Achterstallen: sportbeoefenaars (vooropzeg)	Loontrekkers	IGO/SVT
A/B3120	Wedden en lonen scheidsrechters: vooropzeg die aan de vrijstellingsvoorwaarden voldoet	Loontrekkers	IGO/VT/SVT
A/B3130	opzeggingsvergoedingen verkregen door sportbeoefenaars tijdens de vooropzeg	Loontrekkers	IGO/SVT
A/B3610	Betalingen voor pensioensparen	Belastingverminderingen	IGO
A/B3620	Verwerven van kapitaal aandelen als werknemer	Belastingverminderingen	IGO
A/B3700	Woonbonus : interesten en kapitaalaflossingen (hypothecaire leningen afgesloten vanaf 01/01/2005)	Bouwsparen	IGO
A/B3800	PWA-cheques vanaf 01/07/2013		IGO
A/B3900	Onderhoudsuitkeringen: iedere partner	Aftrekbare bestedingen	IGO
A/B3920	Onderhoudsuitkeringen: beide partners samen	Aftrekbare bestedingen	IGO
A/B4000	Bezoldigingen	Bedrijfsleiders	IGO/VT/SVT
A/B4010	Als bezoldigingen aan te merken huurinkomsten	Bedrijfsleiders	IGO/SVT
A/B4020	Vervroegd vakantiegeld	Bedrijfsleiders	IGO/VT/SVT
A/B4040	Aandelenopties van het jaar	Bedrijfsleiders	IGO/SVT
A/B4050	Niet ingehouden persoonlijke sociale bijdragen	Bedrijfsleiders	VT
A/B4100	Inkomsten van onbepaalde oorsprong (indiciën)	Bedrijfsleiders	VT/SVT
A/B4110	Bezoldigingen tewerkgesteld in dienstverband	Bedrijfsleiders	IGO/VT/SVT
A/B4140	Aandelenopties van vorige jaren	Bedrijfsleiders	IGO/SVT
A/B4170	Bruto loon nieuwe activiteit (art. 147 2°)	Bedrijfsleiders	VT/SVT

IPCAL-code	Omschrijving	Luik	Motivatie
A/B4180	Niet-recurrente voordelen	Bedrijfsleiders	IGO/VT/SVT
A/B4220	Horeca: occasionele bezoldiging werk	Bedrijfsleiders	VT
A/B4270	Over auteursrechten verrekenbare OV	Bedrijfsleiders	IGO
A/B4280	Tegen 16,5 % belastbare premie van het Impulsfonds voor de huisartsengeneeskunde	Bedrijfsleiders	IGO/SVT
A/B4300	Vergoedingen verkregen tijdens de vooropzeg	Bedrijfsleiders	IGO
A/B4310	Opzeggingsvergoedingen en inschakelingsvergoedingen	Bedrijfsleiders	IGO
A/B4320	Opzeggingsvergoedingen en inschakelingsvergoedingen: beëindiging arbeidsovereenkomst	Bedrijfsleiders	IGO
A/B4500	Door de partner toegekende bezoldigingen	Meewerkende partners	IGO
A/B4510	Sociale bijdragen	Meewerkende partners	BGI
A/B4520	Andere eigen beroepskosten	Meewerkende partners	BGI
A/B6110	Bezoldigingen meewerkende partner	Winsten	IGO
A/B6125	Totaal (nettoresultaat + indicatiën)	Winsten	IGO/SVT
A/B6160	Toekenning aan de medehelpende partner	Winsten	IGO
A/B6605	Totaal (nettoresultaat + indicatiën)	Baten	IGO/SVT
A/B6630	Toekenning aan de medehelpende partner	Baten	IGO
A/B6690	Bezoldigingen meewerkende partner	Baten	IGO
A/B7059	Vershil (positief of negatief)	Vorige werkzaamheid	SVT
A/B7060	Detail positief verschil: Gezamenlijk belastbaar	Vorige werkzaamheid	IGO
A/B7071	Detail positief verschil: Afz.bel. Stopzetting tegen 16,5%	Vorige werkzaamheid	IGO
A/B7072	Detail positief verschil: Afz.bel. Vorige werkzaamheid landbouwers tegen 12,5%	Vorige werkzaamheid	IGO
A/B7073	Detail positief verschil: Afz.bel. Stopzetting tegen 33%	Vorige werkzaamheid	IGO
A/B7130	Onderhoudsuitkeringen: Gezamenlijk belastbaar	Diverse	THB
A/B7134	Onderhoudsuitkeringen: gemiddelde aanslagvoet gezin huidig aj. (tarief nr. G3)	Diverse	THB
A/B7135	Onderhoudsuitkeringen: gemiddelde aanslagvoet gezin huidig aj. 50% (tarief G4)	Diverse	THB
A/B7164	Afzonderlijk belastbaar: tegen 33%	Diverse	THB
A/B7165	Afzonderlijk belastbaar: tegen 16,5%	Diverse	THB
A/B7201	GBI-beroep	Ink. verminderd met beroepsuitg.	THB
A/B7202	GBI-beroep: Verlaagd tarief	Ink. verminderd met beroepsuitg.	THB
A/B7203	GBI-beroep: Vrijgesteld	Ink. verminderd met beroepsuitg.	THB
A/B7210	GBI-beroep: Bedrijfsleiders vol tarief	Ink. verminderd met beroepsuitg.	THB
A/B7211	GBI-beroep: Winsten vol tarief	Ink. verminderd met beroepsuitg.	THB
A/B7212	GBI-beroep: Baten vol tarief	Ink. verminderd met beroepsuitg.	THB
A/B7215	GBI-beroep: Bezoldigingen meewerkende partner vol tarief	Ink. verminderd met beroepsuitg.	THB
A/B7221	GBI-beroep: Verliezen van het jaar		THB
A/B7222	GBI-beroep: Vorige verliezen		THB
A/B7224	GBI-beroep - huwelijksquotient: gedeelte toegekend aan de partner		THB/SVT

IPCAL-code	Omschrijving	Luik	Motivatie
A/B7225	GBI-beroep - huwelijksquotient: gedeelte toegekend door de partner		THB/SVT
A/B7291	ABI: Belastbaar tegen tarieven nr.A1 en B1 (% vorig aj.)	Netto bedrijfsinkomsten	THB
A/B7292	ABI: Belastbaar tegen tarieven nr.A2 en B2 (vorig x 1/2)	Netto bedrijfsinkomsten	THB
A/B7293	ABI: Belastbaar tegen tarieven nr.A3 en B3 (% huidig aj.)	Netto bedrijfsinkomsten	THB
A/B7294	ABI: Belastbaar tegen tarieven nr.A4 en B4 (huidig x 1/2)	Netto bedrijfsinkomsten	THB
A/B7295	ABI: belastbaar tegen 12,5 %	Netto bedrijfsinkomsten	THB
A/B7296	ABI: belastbaar tegen 10 %	Netto bedrijfsinkomsten	THB
A/B7298	ABI: belastbaar tegen 16,5 %	Netto bedrijfsinkomsten	THB
A/B7299	ABI: belastbaar tegen 33 %	Netto bedrijfsinkomsten	THB
A/B7314	GBI-beroep: Verlaagd tarief	Ink. verminderd met beroepsuitg.	THB
A/B7315	GBI-beroep: Vrijgesteld	Ink. verminderd met beroepsuitg.	THB
A/B7320	Detail positief verschil: Vervroegd vakantiegeld	Loontrekkers	THB
A/B7322	Detail positief verschil: Achterstallen	Loontrekkers	THB
A/B7324	Detail positief verschil: Opzeggingsvergoedingen	Loontrekkers	THB
A/B7447	Aftrekbare uitgaven: Bijzondere bijdrage sociale zekerheid (1982-1988)		THB
A/B7449	Aftrekbare uitgaven: Onderhoudsuitkeringen verschuldigd door beide echtg.		THB
A/B7450	Aftrekbare uitgaven: Onderhoudsuitkeringen (persoonlijk verschuldigd)		THB
A/B7451	Aftrekbare uitgaven: Onderhoudsuitkeringen beide NI-NI		THB
A/B7452	Aftrekbare uitgaven: Onderhoudsuitkeringen persoonlijk NI-NI		THB
A/B7454	Aftrekbare uitgaven: Betaald onderhoudsgeld aan 80%		THB
A/B7455	Aftrekbare uitgaven: Betaald onderhoudsgeld aan 80%		THB
A/B7494	Achterstallige erelonen	Baten	SVT
A/B7501	Gez. netto inkomen	Diverse inkomsten	THB
A/B7502	Gez. netto inkomen: Verlaagd tarief	Diverse inkomsten	THB
A/B7503	Gez. netto inkomen: Vrijgesteld	Diverse inkomsten	THB
A/B7555	Globaal belastbaar netto inkomen	Gezamenlijk belastbaar inkomen	THB/SVT
A/B7557	Afzonderlijk belastbaar inkomen	van de afzonderlijk belastbare inko	THB/SVT
A/B8299	Belasting Staat		BGI
A/B8303	Gereduceerde belasting gevestigd op afzonderlijk belastbaar inkomen		BGI
A/B8304	Gereduceerde belasting gevestigd op gezamenlijk belastbaar inkomen		BGI
A/B8455	Finaal gevestigde belasting		BGI
C1000	KI van de eigen woning onderworpen aan de OV	Onroerende	IGO
C1060	Gebouwd verhuurd niet voor beroep of niet verhuurd	Onroerende	IGO/SVT
C1090	Gebouwen, materieel en outillering : KI	Onroerende	IGO/SVT
C1210	Eigen woning	Onroerende	IGO
C1360	Enige gemeenschappelijke woning (ja)	Onroerende	IGO

IPCAL-code	Omschrijving	Luik	Motivatie
C1370	Enige gemeenschappelijke woning (neen)	Onroerende	IGO
C1380	Nieuwe woning, persoonlijke interesten	Onroerende	IGO
C1390	Vernieuwde woning, persoonlijke interesten	Onroerende	IGO
C1400	Datum van de lening	Onroerende	IGO
C1410	Bedrag lening	Onroerende	IGO
C1450	Totale kostprijs vernieuwingswerken	Onroerende	IGO
C1480	Aandeel in de woning	Onroerende	IGO
C1490	Aandeel in de woning van personen die de lening hebben aangegaan	Onroerende	IGO
C3700	Woonbonus : interesten en kapitaalaflossingen	Bouwsparen	IGO
G1331	Totaal van de vrijgestelde buitenlandse inkomsten van grondbezittingen	Onroerende	VT
I1331	Totaal van de vrijgestelde buitenlandse inkomsten van grondbezittingen	Onroerende	VT
K1331	Totaal van de vrijgestelde buitenlandse inkomsten van grondbezittingen	Onroerende	VT